

LES ÉLECTIONS

Au moment d'écrire ces lignes, nous sommes en pleine campagne électorale. Et encore une fois, malgré tous les autres débats politiques, les partis n'auront pas fait l'économie de certains engagements en ce qui a trait à la réforme de notre système de santé, notamment à l'accès aux médecins de famille. Cela va évidemment de soi, car malgré tout le tapage publicitaire entourant d'autres enjeux, il ressort nettement, sondage après sondage, que la santé demeure la principale priorité des Québécois et que l'accès à des soins médicaux de première ligne reste la priorité sous-jacente numéro un de nos concitoyens.

Dans ce contexte, il est intéressant de porter attention aux engagements pris par les différents partis et à la vision qui s'en dégage. Nous vous invitons à le faire, surtout que les partis politiques avaient un plan ambitieux et réaliste à portée de la main, soit celui du rapport du groupe de travail de la FMOQ sur l'accessibilité aux soins de première ligne (qui est accessible au fmoq.org). Ce rapport contenait des propositions réalistes et ambitieuses qui ont deux objectifs : s'assurer que les patients inscrits auprès d'un médecin de famille puissent obtenir un rendez-vous avec leur médecin dans un délai raisonnable et faire en sorte que tous les Québécois, inscrits ou non, puissent rencontrer un médecin omnipraticien en moins de vingt-quatre heures lorsque leur état de santé l'exige. Heureusement, nos propositions semblent trouver un certain écho chez certains politiciens, et nous nous en réjouissons.

Pour la FMOQ, il est important de le rappeler, tout parti politique qui prend des engagements allant dans le sens de la vision inscrite dans le rapport mentionné précédemment pose le diagnostic adéquat et prescrit le bon traitement. Les véritables solutions sont là. En tout cas, elles ne sont sûrement pas du côté d'un certain discours ambiant teinté de préjugés et condamnable qui vise à faire des médecins les seuls boucs émissaires à la fois des difficultés budgétaires de l'État et des problèmes

d'accès aux soins. Les rajustements de rémunération prévus sont mérités et équitables. Par ailleurs, les médecins de famille travaillent extrêmement fort au Québec, autant en clinique qu'en milieu hospitalier. Enfin, nous trouvons regrettable que certains tentent de profiter des occasionnelles difficultés d'accès pour tuer dans l'œuf toute véritable collaboration interprofessionnelle entre les divers professionnels de la santé. Ce faisant, ils font plutôt la stricte promotion d'un travail en vase clos qui va à l'encontre d'une prise en charge efficace des problèmes de santé de nos patients.

Nous tenons à le répéter, il faut éviter à tout prix le travail en vase clos dans le secteur de la santé et opter plutôt pour une collaboration interprofessionnelle plus étroite dans les mêmes équipes de soins, et ce, dans l'intérêt de nos patients. Les médecins omnipraticiens veulent travailler avec les autres professionnels de la santé, notamment les infirmières. D'ailleurs, nos revendications répétées en faveur de la présence accrue des infirmières dans les cliniques médicales et notre appui constant aux ordonnances collectives en sont des exemples éloquentes. Malheureusement, nous nous sentons parfois bien seuls à faire la promotion du travail interprofessionnel et nous ne pouvons qu'espérer que le gouvernement qui sera élu le 7 avril prochain saura lui aussi en reconnaître les mérites.

Finalement, force est de constater qu'en dépit du caractère ingrat de la politique, beaucoup de représentants du milieu de la santé ont décidé de sauter dans l'arène dans le cadre de cette élection. Nous saluons cet engagement et nous invitons encore une fois tous les candidats qui veulent améliorer l'accès aux soins de première ligne à faire siennes les propositions de la FMOQ. Les véritables solutions porteuses d'un meilleur système de santé à court, à moyen et à long terme se trouvent dans nos réflexions.

Le 19 mars 2014

Le président, Dr Louis Godin

